Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 132 (1987)
Heft: 4

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344768

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Quelque chose a donc bougé à l'Est. On ne songe pas ici à la libération au compte-gouttes d'éminents contestataires soviétiques, qui ne change rien à l'autocratie totalitaire du parti communiste, ni à un réformisme interne auquel le Kremlin recourt à chaque fois que le système collectiviste grippe trop gravement la machine économique; et pas non plus à la grande bastringue organisée à la mi-février sous le titre ronflant de Forum international pour un monde sans armes nucléaires, qui n'a servi qu'à démontrer que, en matière de propagande, les experts de Moscou n'étaient pas à court d'imagination. Non, ce qui a bougé, c'est que, sans cesser de réclamer l'arrêt du programme américain de défense stratégique – prétention confirmée fin mars par le Pacte de Varsovie –, M. Gorbatchev, convaincu que le président Reagan ne céderait pas sur ce point, a renoncé à en faire la condition *sine qua non* d'un accord sur la réduction parallèle du nombre des missiles à moyenne portée.

Un projet russe et un projet américain, apparemment proches, sont maintenant sur la table des négociateurs à Genève. Restera à voir si l'accord se fait sur une démolition, et non sur un simple repli des engins en question, et sur une méthode de vérification efficace.

Les moyens nucléaires de la France et de la Grande-Bretagne ne sont pas pris en compte dans ce marchandage, et ils ne peuvent pas l'être, d'abord parce qu'ils sont différents des euromissiles, et ensuite parce que Londres et Paris ne sont pas parties à la discussion. N'empêche que les alliés européens s'alarment paradoxalement du ralliement de Moscou à l'«option zéro», alors qu'ils pourraient se vanter d'une victoire, pour l'instant diplomatique, remportée grâce à leur décision d'accepter sur leurs territoires les *Pershing 2* et les missiles de croisière. En fait, un retour au *statu quo ante* n'est périlleux pour l'OTAN qu'en raison de sa faiblesse en matière d'armements nucléaires de portée inférieure à 1000 km, un domaine dans lequel elle aurait pu se tenir au niveau de la menace croissante des engins soviétiques de cette catégorie, et de la supériorité de l'Est en forces classiques et chimiques. Mais à qui la faute? Si chacun des Etats de l'Europe communautaire et atlantique, qui célèbrent si volontiers leur puissance démographique et économique globale, faisait un effort militaire proportionnel à cette puissance et comparable à celui des pays de l'Est, le problème ne se poserait pas avec l'acuité qu'il connaît aujourd'hui.

Dans ce contexte européen, il faut noter, sans s'en étonner, la demande

instante du gouvernement espagnol à l'adresse des Etats-Unis. Le premier ministre Gonzales, parce qu'il s'y était engagé afin d'obtenir l'adhésion de son pays à l'OTAN, réclame l'évacuation des bases aériennes de Torrejon et de Saragosse. Washington rétorque que les 72 F-16 basés à Torrejon et les avions-citernes de Saragosse sont importants pour la défense de l'Europe occidentale. Ce serait un faux problème si Madrid s'engageait soit à accueillir des moyens OTAN analogues en remplacement des moyens américains, soit à acquérir et à tenir dans un degré de préparation suffisant des forces aériennes nationales de même efficacité. Mais on n'en est pas là. En revanche, Washington peut se féliciter du renouvellement, jusqu'à fin 1990, de son accord de coopération économique et militaire avec la Turquie, accord qui permettra, d'une part, à Ankara de moderniser son armée et, d'autre part, aux Américains de conserver les stations d'écoute qui leurs sont indispensables depuis qu'ils ont perdu celles qu'ils avaient en Iran.

*
* *

Cela a bougé aussi sur les fronts actifs. Au Tchad, au début de l'année, le renforcement des effectifs libyens et le bombardement de localités tchadiennes situées immédiatement au sud du 16e parallèle, et notamment de la base d'Oum Chalouba, donnaient à penser que Kadhafi passait à la contre-offensive après ses défaites dans le Tibesti. Velléité sans lendemain. Les Français ayant aussitôt renforcé leur dispositif *Epervier* en doublant presque leurs effectifs et en installant de nouvelles batteries de *Crotale* antiaériens et un nouveau radar d'acquisition, les troupes tchadiennes sont reparties à l'offensive, d'abord dans le nord-ouest du Tibesti, puis, plus au sud, dans le Borkou – c'était en février – et, enfin, en s'emparant, le 22 mars, de la grande base aérienne de Ouadi Doum, dans l'Ennedi, c'est-à-dire dans l'est de la zone contrôlée par les Libyens. Après quoi ceux-ci entreprirent d'évacuer la grande palmeraie de Faya-Largeau. A la fin de mars, les forces tchadiennes se trouvaient donc en possession de tous les points vitaux situés entre la bande d'Aouzou et le 16e parallèle. Le succès est d'importance stratégique, et il se pourrait que, comme en d'autres occasions, le colonel Kadhafi n'insiste pas. Mais il lui reste des moyens, de gros moyens, dont on s'étonne un peu qu'il ne les ait pas encore engagés. La fragilité de son régime, voire de son armée, peut être une explication; un veto de son patron soviétique, actuellement peu enclin à se mettre une autre mauvaise affaire sur les bras, peut en être une autre. Mais, quoi qu'il en soit, le bonhomme étant ce qu'il est, il serait imprudent, pour N'Djamena, de considérer que la partie est terminée.

*
* *

Cela a bougé encore sur le front irako-iranien. Au début de l'année,

Téhéran lançait une nouvelle offensive à l'est de Bassorah, et de durs combats se déroulèrent sur le canal des Poissons, longue tranchée de défense créée par les Irakiens au début de la guerre. Les Iraniens ont gagné quelques kilomètres en direction de la grande ville du sud irakien, mais ils en sont toujours éloignés d'une quinzaine de kilomètres, des kilomètres où les Irakiens ont établi de solides défenses. Rien de décisif donc dans ce secteur. Quant à la guerre du pétrole, elle s'est intensifiée au détriment des transporteurs de tout pavillon. Les Irakiens ont attaqué des plates-formes pétrolières dans le golfe, et surtout les terminaux de transbordement de Sirri et de Larak, proches du détroit d'Ormouz. De leur côté, les Iraniens, qui opèrent désormais de nuit et par hélicoptères, s'en prennent avec une hardiesse croissante aux transporteurs naviguant dans les parages du détroit. Cela commence à poser des problèmes non seulement aux émirats du golfe, mais encore aux forces de protection américaines, britanniques et françaises, qui ont fait preuve jusqu'ici d'une remarquable retenue. On assiste actuellement à un regroupement de moyens navals à proximité du détroit d'Ormouz, et les Etats-Unis ont mis en garde Téhéran qui a entrepris d'installer des unités de missiles à proximité de l'entrée du détroit. Des complications sont donc possibles, encore que les deux belligérants sachent fort bien qu'ils n'ont pas intérêt à provoquer une réaction étrangère, fût-elle limitée, comme on peut le penser, à la couverture active du passage des pétroliers.

*

* *

Au Liban, on serait tenté de dire que les choses suivent leur cours monotone d'attentats, de règlements de comptes entre factions rivales et de représailles au programme automatique, s'il n'y avait eu, le 21 février, l'entrée à Beyrouth de troupes syriennes renforcées de blindés et de DCA, bientôt portées de 7000 à 15 000 hommes. Le but avoué de cette intervention était de mettre un peu d'ordre dans l'anarchie ambiante et dans la confrontation des clans – palestiniens, druzes, chiites Amal locaux, chiites d'obédience iranienne. Mais, en faisant comme si le président Gemayel et son gouvernement n'existaient pas, Damas a avoué du même coup sa volonté de traiter le Liban comme une province syrienne, et pris la responsabilité de ce qui se passe dans le secteur ouest de la capitale. Or qu'a-t-on vu? Que l'armée du président El-Assad mettait au tapis quelques excités, mais qu'elle se gardait bien d'attaquer les repaires des hezbollahs et autres fanatiques de Khomeiny, qui détiennent criminellement en otages un certain nombre d'Occidentaux. Alors qu'il serait facile à cet occupant d'impliquer les individus, religieux islamiques ou autres, qui ont de notoriété publique des contacts avec les ravisseurs, et qui sont donc complices ou receleurs de leurs méfaits. La Syrie s'en garde bien, ce qui

montre qu'elle couvre en fait les abominations dont les preneurs d'otages sont coupables. Une évidence dont les gouvernements occidentaux, celui de Paris en particulier, n'osent pas tirer les conclusions qui s'imposent. Peut-être parce qu'ils espèrent que, un jour ou l'autre, la Syrie en viendra à rompre son alliance avec l'Iran de Khomeiny, dont on retrouve la main dans mainte action terroriste menée en Europe. Machinations qui commencent à exaspérer des Etats aussi pacifiques que la Tunisie, mais dont on doit reconnaître que le contre-espionnage français s'est mis à démanteler les réseaux avec un succès inespéré.

*
* *

Comme on pouvait s'y attendre, les vagues promesses de M. Gorbatchev relatives à un dégagement de son armée d'Afghanistan n'ont été suivies d'aucun effet pratique. Il y a bien eu, en janvier, un accord Moscou-Kaboul sur un retrait total, précédé d'un cessez-le-feu fictif et d'une promesse d'amnistie aux déserteurs qui ont rejoint la Résistance. Celle-ci, bien entendu, n'est pas tombée dans le piège; elle ne mettra bas les armes que lorsque le dernier soldat rouge sera rentré chez lui. Les hostilités se sont donc poursuivies sans diminuer d'intensité, tant s'en faut. Aux offensives répétées dans les régions frontalières s'est ajoutée une nette recrudescence des raids aériens, des tirs d'artillerie et des actes terroristes en territoire pakistanais. L'objectif rapproché peut être d'entraver le ravitaillement de la Résistance en vivres et surtout en armements, dont une bonne partie est d'ailleurs détournée avant d'atteindre ses destinataires. Mais à plus long terme, ces agressions répétées sont de nature à jeter le désordre dans les provinces frontalières et à rendre la présence de trois millions de réfugiés afghans insupportable aux populations pakistanaises.

D'autre part, le gouvernement soviétique, confirmant une intention manifestée l'été dernier par M. Gorbatchev, a annoncé le rapatriement, avant fin juin, de l'une des trois divisions d'infanterie motorisée qui stationnent avec deux divisions blindées en Mongolie. Petite satisfaction donnée à Pékin, qui demande cependant davantage: allégement massif du dispositif militaire russe sur la frontière chinoise, évacuation de l'Afghanistan, départ des Vietnamiens du Cambodge.

Entre ces derniers et les Chinois, les rapports sont toujours aussi mauvais, malgré les «bons offices» de Moscou. Hanoï ne fait pas mine de lâcher ses proies indochinoises; des forces numériquement considérables se font face sur la frontière sino-vietnamienne où, depuis le début de l'année, les escarmouches sont fréquentes, à l'initiative, semble-t-il, des Chinois dont l'artillerie tire tous les jours, histoire de maintenir une pression qui oblige les Vietnamiens à rester sur leurs gardes dans le Nord, mais n'est pas telle

qu'elle les amène à rappeler leurs divisions du Cambodge.

*
* *

Ne quittons pas la zone du Pacifique sans noter que, au début de février, Washington, en riposte à la fermeture des ports de Nouvelle-Zélande aux navires porteurs d'armes nucléaires, a supprimé les avantages accordés à ce pays en matière de fourniture d'armements et de renseignements. Un geste de mauvaise humeur qui a sans doute comblé d'aise les dirigeants de l'URSS, prêts à exploiter toutes les brèches qui peuvent s'ouvrir dans les positions occidentales du Pacifique-Sud.

Et l'on terminera cette chronique en observant que, la pacification ne marchant décidément pas, la confrontation militaire se durcit au Nicaragua, avec des effets qui font d'ailleurs l'objet d'interprétations diverses. Selon les uns, les divergences entre les dirigeants des «Contras» paralyseraient ceux-ci en dépit du soutien financier – sujet à tribulations, il est vrai – des Etats-Unis; selon d'autres, l'insurrection antigouvernementale renforcerait au contraire son emprise dans le nord et le centre du pays. Quoi qu'il en soit, il est clair que le pouvoir marxiste installé à Managua n'a pas la situation en main sur l'ensemble du territoire. Ce qui, beaucoup plus qu'une hypothétique invasion américaine, invoquée comme prétexte, suffirait à expliquer la mobilisation massive des réservistes annoncée par le gouvernement dit sandiniste, une mobilisation dont il conviendra de voir si elle répond à une inquiétude profonde d'un régime menacé ou si elle atteste, de la part de ce régime, la volonté d'en finir à la faveur des chausse-trapes que, l'affaire des bénéfices de la vente d'armes à l'Iran détournés au profit des Contras aidant, le Congrès américain ouvre sous les pas du président Reagan.

J.-J. C.